



Travailleurs d'ici ou d'ailleurs, un même combat contre le patronat !

Jeudi dernier, le RN a pour la première fois remporté un vote à l'Assemblée nationale : une motion appelant à « dénoncer » l'accord migratoire franco-algérien de 1968. Il a été un moment supplémentaire pour le RN de décharger sa bile raciste et de faire sa petite cuisine en décrochant des votes de la droite.

De quoi traite cet accord ?

Depuis 1968, l'accord en question a été modifié par l'État français à trois reprises. Quelques dispositions avantagent un peu les Algériens par rapport aux autres immigrés, comme la réduction de six mois du délai pour demander le regroupement familial. Mais les autres les handicapent : la régularisation par le travail ou pour motif humanitaire ne s'appliquent pas à eux ; les étudiants diplômés en France peuvent plus difficilement rester pour travailler.

Beaucoup de bruit raciste...

Depuis que les mobilisations « Bloquons tout » et les grèves de septembre n'occupent plus les médias, la boue raciste ressurgit. Ils montent en épingle le moindre fait divers dans lequel des étrangers sont mêlés. S'agit-il de faire diversion ? En partie oui : ce ne sont pas les immigrés qui licencient, bloquent les salaires, ou cassent les services publics, mais les capitalistes et le gouvernement. Cette démagogie vise également à nous affaiblir. En créant un climat de défiance entre nous, le racisme veut nous empêcher de faire bloc face à nos employeurs, de défendre nos conditions de vie.

Le RN n'en a d'ailleurs pas le monopole. La droite et le gouvernement mènent depuis deux ans une vraie campagne contre les Algériens. Ils dénoncent hypocritement la dictature des généraux, alors que l'État français s'est bien gardé d'aider le peuple algérien à s'en débarrasser lors du mouvement de révolte du « Hirak », et visent en fait tous ceux qui parmi nous, en France, ont des racines de l'autre côté de la Méditerranée.

... pour couvrir le bulldozer des attaques antisociales

En retour, le RN rivalise avec Lecornu sur les manières de nous faire les poches. Le 23 octobre, il

présentait devant un parterre de patrons son « contre-budget ». Loin de combattre les coupes budgétaires, il veut raboter 36 milliards d'euros de plus. Ses cibles sont les pauvres, les étrangers et la protection de l'environnement. Mais se passer d'autant d'argent public retombera fatalement sur toute la population laborieuse. Surtout qu'à l'inverse, il refuse de toucher aux 270 milliards d'aides aux capitalistes. Ses députés multiplient les votes contre tout ce qui va un tant soit peu dans ce sens !

Seulement, rien ne fonctionne sans nous dans cette société. C'est d'ailleurs par le mot d'ordre « Une journée sans nous : si on s'arrête, tout s'arrête ! » que la Marche des solidarités va mobiliser le 18 décembre prochain pour la journée de solidarité internationale des migrants. Derrière ce slogan, il y a toute la réalité des travailleurs et travailleuses sans-papiers, exploités, opprimés dans les ateliers, les métiers de service et les chantiers que le patronat presse jusqu'à la mort parfois, mais qu'il utilise aussi pour mettre la pression sur l'emploi et les salaires sur l'ensemble du monde du travail. C'est cette logique qu'il faut briser en nous joignant massivement à la mobilisation du 18 décembre, comme vont déjà le faire les travailleurs et travailleuses du social en appelant à la grève. Si nous faisons bloc, les patrons, les riches et le gouvernement à leur service ne pourront rien nous imposer. N'en déplaise à ceux qui, à gauche, prétendaient qu'avec la fin du 49.3, ils pourraient nous défendre à l'Assemblée – avec le résultat qu'on voit –, c'est à nous, travailleurs et travailleuses, de prendre nos affaires en main. En commençant par nous unir, quelles que soient nos différences !

La menace contre Poissy se confirme

Après avoir menti pendant 18 mois, la direction de Stellantis par la voix de Filosa vient d'annoncer lors d'un CSEC que l'usine de Poissy ne produirait plus de véhicules après la Mokka. Après Douvrin, il officialise vouloir s'attaquer aux emplois des quelques 2 000 salariés de l'usine, et de ceux des sous-traitants et équipementiers. Filosa a beau continuer d'essayer de baratiner en annonçant qu'il essaierait de les garder tous, on sait que ce ne sont que des paroles en l'air. Il n'y a que la lutte qui leur permettrait de garder leurs emplois ou de partir dans des conditions dignes qu'ils auront eux-mêmes choisies. Et il ne tient qu'à nous de les soutenir !

Les chauffeurs ne comptent pas se laisser rouler

Jeudi dernier plusieurs dizaines de chauffeurs de porte voiture de Stellantis sont venus au Campus de Poissy dire leur refus aux RH de se voir éjecter vers la filiale Drive for You. Ils dépendraient alors de la convention du transport et seraient perdant sur toute la ligne. Une délégation a ainsi imposé à la direction d'être reçue pour discuter point par point et face à face de leur liste de revendications.

S'ils n'ont pas encore obtenu satisfaction sur tous les points ils étaient satisfaits d'avoir pu dire ses quatre vérités à la direction et restent mobilisés pour défendre leurs intérêts. Ils méritent tout notre soutien.

Quelques trous dans la raquette ?

Évoquant le salaire du président le 29 octobre sur LCI, Carlos Tavares notre ex-PDG nous apprenait que le montant de 19 000 € correspond "à peu près [au] salaire d'un bon ingénieur de Stellantis avec 5 à 10 d'expérience".

A regarder de près nos fiches de paie, la plupart d'entre nous peuvent noter plusieurs milliers d'euros d'écart sous sa direction comme sous la nouvelle. Un oubli sans doute. L'erreur est humaine, ne soyons pas rancunier : on pourrait aider nos RH à la corriger en signalant collectivement toute méprise, et en portant leur attention sur tous nos collègues cadres, non-cadres et ouvriers qui ont dû également en pâtir.

Tavares réécrit l'histoire

Dans une longue – et dispensable – interview au Point, notre ancien PDG prétend qu'il n'a pas été viré pour sa gestion de « psychopathe de la performance ». Une gestion qui a tellement tout sacrifié aux profits immédiats, que les autres

administrateurs ont fini par voir une menace... sur les profits du futur !

Non, si Carlos Tavares s'est fait virer, c'est parce qu'il aurait refusé de faire marche arrière sur le passage à l'électrique (la blague !) : « Qui se soucie aujourd'hui du réchauffement climatique ? Moi ». Ouf, avec un défenseur pareil, la planète est sauvée...

Non aux licenciements à RESRG Automotive

Cette entreprise conçoit et fabrique des composants en plastique (notamment pare-chocs et tubes d'aération) à Poix-de-Picardie (Somme) depuis 35 ans. La direction vient d'annoncer la fermeture pour juin 2027. À la clé, 96 licenciements dans un bourg de 2 500 habitants : une vraie catastrophe sociale.

L'industrie automobile a fait des milliards de profits ces dernières années. Cet argent doit servir à maintenir l'emploi partout où il a été créé : par les salariés des donneurs d'ordre comme des équipementiers !

Plus du tiers des familles peinent à régler leur facture d'énergie

Plus du tiers des foyers déclarent avoir peiné à payer certaines factures de gaz ou d'électricité ces douze derniers mois. Ces difficultés de paiement n'ont jamais été aussi nombreuses. La restriction de chauffage pour raison financière concerne toujours près des trois quarts des familles). Un indice de plus qui montre qu'une fraction de plus en plus importante des couches populaires devient de plus en plus pauvre et se prive du plus strict nécessaire.

14 000 suppressions d'emplois chez Amazon

Amazon a annoncé le licenciement immédiat de 14 000 salariés, chiffre qui pourrait grimper sur plusieurs mois à 30 000. Cette entreprise emploie environ 1,5 million de personnes à travers le monde. Toujours pour des questions de rentabilité, l'entreprise avait déjà procédé à 27 000 licenciements au cours de l'hiver 2022-2023. L'an dernier, Amazon a réalisé des résultats exceptionnels avec un chiffre d'affaires de 547 milliards d'euros, en hausse de 11 % sur l'année précédente, et a doublé ses bénéfices, qui ont encore progressé de plus de 10 % depuis le début de cette année. Encore insuffisant pour les actionnaires qui veulent pressurer toujours plus la force de travail.